AIDSTAR-One | ÉTUDE DE CAS Septembre 2011

Une vie digne pour les professionnelles du sexe

Programme sur le commerce du sexe, sur le VIH et sur les droits de la personne au Pérou

Manuel Contreras

Animatrices et participantes du séminaire.

La salle de classe de Pucallpa, une ville secondaire de l'Amazonie Péruvienne n'a pas besoin de description, avec des pupitres, des chaises et un tableau noir, les meubles simples de n'importe quelle salle de classe du monde. Par contre, la discussion ayant lieu aujourd'hui dans cette salle est vive et captivante. C'est la deuxième moitié d'un séminaire de deux jours à l'intention des professionnelles du sexe sur les droits humains, sur la santé sexuelle, sur le VIH et sur la violence basée sur le genre (VBG) dirigé par des animatrices qui sont, ou qui ont également été des professionnelles du sexe. Le groupe de 14 participants (comprenant des femmes et des personnes transgenres/transsexuelles)[1] discute de la violence qui les affecte, exercée par les clients, par les souteneurs, par la police et même par leurs propres partenaires intimes. Pour plusieurs, c'est la première fois qu'ils peuvent parler de leurs douleurs, de leurs craintes et de l'isolement qui constitue leur quotidien.

Cet atelier totalement nouveau organisé à Pucallpa par le Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP) et le programme sur le commerce du sexe, sur le VIH et sur les droits de la personne, représente une rare occasion de répondre aux besoins des

Par Manuel Contreras

[1] L'expression «transgenre» désigne toutes les personnes vivant ou désirant vivre une bonne partie de leur vie adulte dans le rôle et avec la tenue vestimentaire du genre considéré comme opposé au sexe figurant sur leur acte de naissance. Une personne transsexuelle est une personne qui souhaite suivre ou qui suit un traitement de changement de sexe (Whittle 2002).

AIDSTAR-One
John Snow, Inc.
1616 North Ft. Myer Drive, 16th Floor
Arlington, VA 22209 USA
Tel.: +1 703-528-7474
Fax: +1 703-528-7480
www.aidstar-one.com

Ce document a été réalisé avec l'appui du programme américain PEPFAR (U.S. President's Emergency Plan for AIDS Relief) via l'Agence américaine de développement international (USAID) dans le cadre du contrat GHH-I-00-07-00059-00 du projet AIDSTAR-One (AIDS Support and Technical Assistance Resources Project, Sector I, Task Order 1).

Avis de non-responsabilité : Les opinions des auteurs exprimées dans le présent document ne reflètent pas nécessairement les opinions de l'Agence internationale de développement (USAID) du gouvernement des États-Unis.

STRATÉGIES DE GENRES PERFAR INTÉGRÉES PAR L'IESSDEH, REDTRANS ET MILUSKA

- Améliorer le traitement équitable des genres dans les programmes et les services sur le VIH
- Réduire la violence et la coercition
- Renforcer la protection juridique

professionnelles du sexe dans quatre provinces du Pérou: Ucayali, Arequipa, Piura et Junín. Les quatre régions sont connues pour leur degré élevé de stratification sociale et de pauvreté. La ville de Pucallpa, dans la province d'Ucayali, est la porte d'entrée Péruvienne sur le bassin de l'Amazone. À ce titre, on y retrouve de nombreux travailleurs migrants et beaucoup d'activité commerciale.

On y retrouve aussi un groupe de femmes, de personnes transgenres et de transsexuels qui vivent du commerce du sexe. Pour les professionnelles du sexe de ces régions, le risque de VIH est élevé. Cet atelier procure aux professionnelles du sexe un lieu où elles peuvent parler de leurs expériences et de leurs problèmes, où elles peuvent poser des questions, se renseigner sur leurs droits, échanger leurs rêves et s'exprimer sans crainte dans un environnement respectueux et paisible.

Le programme est mis en œuvre par trois organisations: l'Institut d'études en santé, sexualité et développement humain (IESSDEH) de l'Université Péruvienne Cayetano Heredia (UPCH), le Réseau national pour les droits des personnes travesties, transgenres et transsexuelles du Pérou (REDTRANS) et l'Association Miluska pour la vie et la dignité des travailleuses du sexe.

Selon le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA), les professionnelles du sexe constituent l'une des populations les plus vulnérables au VIH (ONUSIDA, 2002). Au Pérou et dans plusieurs autres régions du monde, cette population fait face à un risque et à une vulnérabilité plus graves à cause de leur faible pouvoir social, et de leur incapacité à négocier l'usage du condom, de même qu'une forte exposition à la violence et à la marginalisation. La violence structurelle qui affecte les professionnelles du sexe commence très jeune et persiste dans la vie d'adulte avec une fréquence marquée. La violence perpétrée par les clients, par les policiers, par les souteneurs et par les partenaires intimes est très fréquente (CARE 2009).

La présente étude de cas décrit le programme et examine comment il intègre des stratégies de genre dans ses activités. Elle est basée sur des entretiens avec les dirigeants du programme, le personnel chargé de la mise en œuvre du programme, des professionnelles du sexe (des femmes et des personnes transgenres/transsexuelles) et des animatrices d'ateliers de formation. Des entretiens ont également été réalisées avec des représentants de donateurs, d'ONG internationales et des administrations nationales et locales de santé et d'éducation. Le processus de collecte de données comprenait aussi des séances d'observation des participants aux ateliers de formation.

Situation du VIH et des populations les plus vulnérables au Pérou

Environ 0,5 de la population adulte du Pérou vit avec le VIH, ce qui représentait en 2007 environ 76 000 personnes (ONUSIDA 2010). Approximativement 97 % de ces personnes sont infectées par transmission sexuelle (ministère de la Santé 2010). On estime qu'au Pérou, presque 5 000 personnes ont perdu la vie jusqu'à maintenant à cause de maladies reliées au SIDA.

Selon différentes sources, au Pérou, la vulnérabilité au VIH est concentrée principalement chez les populations plus exposées (PPE), lesquelles comprennent notamment les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes (HSH) et les personnes transgenres, dont certains font le commerce de faveurs sexuelles.

La prévalence du VIH est de 13,7 % chez les HSH et entre 32 % et 45 % parmi les personnes transgenres (ministère de la Santé 2010 ; ONUSIDA 2010). Les zones urbaines de Lima et Callao ont les plus hauts taux de prévalence du VIH, avec certaines régions d'Amazonie, dont certains secteurs où le programme est actuellement opérationnel. Cependant, il semble que les estimations de prévalence du VIH soient moins précises dans l'Amazonie, notamment à Pucallpa et particulièrement parmi les PPE.

La société civile, le milieu académique et plusieurs organisations internationales ont organisé une riposte vigoureuse au VIH sur le territoire du Pérou, notamment des ONG, des universités et des institutions de recherche, ainsi que des associations de personnes vivant avec le VIH, des organisations d'aide aux PPE comme REDTRANS et Miluska. Des entités de l'ONU apportent également un soutien important, dont le FNUAP et ONUSIDA.

La majorité du financement relatif au VIH provient du Fonds Mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (FMLSTP), lequel a déjà contribué environ 60 millions $US à la riposte péruvienne au VIH, auxquels s'ajoutent 10 millions $US approuvés dans le cadre de la Ronde 10, ciblant principalement les PPE.

Leadership des autorités gouvernementales : Le ministère de la Santé et d'autres entités gouvernementales ont pris une position de premier plan dans la riposte nationale à l'épidémie, notamment en offrant des services de dépistage, de counseling et de traitement médical. À ce niveau, la Stratégie nationale de santé pour la prévention et le contrôle des MTS et du VIH, développée en 2004, joue un rôle particulièrement important, notamment avec ses programmes de prévention, de soins, de traitement et d'accompagnement du VIH chez les PPE, ainsi qu'avec diverses initiatives de recherche opérationnelle et formative. D'autres entités gouvernementales collaborent à cette stratégie, comme le ministère de l'Éducation, le ministère de la Justice, le ministère du Travail et le ministère de la Défense publique (ministère de la santé 2010).

L'un des jalons de l'action gouvernementale est sans conteste l'adoption du Plan stratégique multisectoriel (PSM) pour la prévention et le contrôle des MTS et du VIH/SIDA 2007 2011, le quel contient des directives orientant la riposte péruvienne à l'épidémie.

Parmi les objectifs du PSM, on retrouve la réduction du VIH chez les PPE, notamment chez les professionnelles du sexe (Agence Américaine de Développement International/Pérou 2010). Puisque le PSM n'a pas encore été évalué, il est difficile de savoir si sa mise en œuvre a été réussie.[2]

[2] Pour de plus amples informations sur ce plan, prière d'aller à www.planvihperu.org.

Cependant, depuis quelques années, le gouvernement a réduit ses efforts contre le VIH, particulièrement au niveau de la prévention, à cause de la crise économique mondiale et à cause d'une restructuration des priorités nationales après l'arrivée d'un nouveau président (Agence Américaine de Développement International/Pérou 2010). Même si le ministère de la Santé continue à faire fonctionner le programme sur le VIH, d'autres problèmes sociaux reçoivent nettement plus d'attention, comme la santé des mères et des enfants, ainsi que la malnutrition. Le financement des programmes destinés aux PPE est particulièrement limité. Certains intervenants croient que la stigmatisation et les inégalités de genres enracinées dans la société en général expliquent au moins en partie pourquoi les professionnelles du sexe ne constituent pas des priorités politiques.

Problèmes juridiques : La constitution Péruvienne garantit l'égalité des hommes et des femmes. En 2000, le gouvernement a adopté une loi criminalisant la discrimination basée sur le genre, avec des peines de 30 à 70 jours de travaux communautaires (Organisation pour la Coopération et le Développement Economique, 2011). Le Pérou a adopté un cadre juridique interdisant la discrimination basée sur le genre, qui a fait émerger une législation progressiste sur les droits de reproduction, ainsi que des stratégies nationales d'égalité des chances. Des progrès importants ont également été enregistrés concernant l'institutionnalisation des politiques sur la VBG.

Néanmoins, le Pérou, à l'instar d'autres pays d'Amérique latine, demeure une société où règne l'inégalité des genres, caractérisée par la subordination des femmes dans toutes les sphères de la vie sociale, culturelle et économique. La discrimination basée sur le genre est encore plus prononcée lorsqu'il est question de droits de reproduction et de protection contre la violence, particulièrement chez certains groupes de femmes : les autochtones, les pauvres, les jeunes et les migrantes.

Les résultats d'une étude de l'Organisation Mondiale de la Santé sur la violence contre les femmes dans plusieurs pays révèlent que la violence contre les femmes demeure un problème grave au Pérou (García-Moreno et al. 2005). Par exemple, 51 % des femmes ayant déjà eu des relations sexuelles à Lima (69 % à Cuzco) ont déjà fait l'objet de violences physiques ou sexuelles par un partenaire.

La constitution Péruvienne et le système juridique national ne criminalisent pas le commerce volontaire de faveurs sexuelles par des femmes, des hommes ou des personnes transgenres/transsexuelles. Cependant, il n'existe aucune réglementation protégeant les droits des professionnelles du sexe. Puisqu'au Pérou la majorité des professionnelles du sexe commencent cette activité à un très jeune âge, elles vivent en marge de la société pendant presque toute leur vie, elles ont un accès très limité aux prestations de sécurité sociale, elles grandissent dans un environnement offrant peu de possibilités d'éducation ou de développement de compétences professionnelles (Salazar et Silva 2009). C'est dans ce contexte que des associations de la société civile et des entités des Nations Unies ont activement défendu l'idée que la situation des professionnelles du sexe soit prise en compte dans les débats sur les droits de la personne et sur la santé publique.

Programme sur le commerce du sexe, sur le VIH et sur les droits de la personne

Au Pérou, les activités actuelles contre le VIH à l'intention des professionnelles du sexe proviennent principalement de deux sources : 1) du ministère de la Santé (dont l'action comprend un programme de prévention par des pairs dans les maisons closes) ; 2) d'associations de professionnelles du sexe s'intéressant particulièrement à la protection des droits de la personne et à l'amélioration de l'accès aux services de santé.

En 2007, des associations de professionnelles du sexe ont organisé à Lima une conférence nationale sur le commerce du sexe, sur le VIH et sur les droits de la personne. Cette rencontre était inspirée d'autres événements internationaux sur le VIH et le commerce du sexe ayant eu lieu ailleurs en Amérique latine et sur d'autres continents. Parmi les participants, on retrouvait 98 représentantes d'associations de professionnelles du sexe, 130 personnes transgenres et 69 représentants des autorités locales et nationales (Salazar et Villayzán 2010).

La liste des participants comprenait aussi des représentants d'associations de la société civile, du milieu académique et d'organisations internationales comme CARE et les Nations Unies. Cet événement a été réalisé sous la coordination du ministère de la Santé, d el'IESSDEH, de REDTRANS et de Miluska.

Durant les débats, les participants ont identifié les grandes priorités des populations ciblées et des mécanismes susceptibles de répondre à leurs besoins. Le principal résultat concret de cet événement fut la création d'un partenariat entre l'IESSDEH, REDTRANS et Miluska pour coordonner et mettre en œuvre le Programme sur le commerce du sexe, sur le VIH et sur les droits de la personne au Pérou.

L'objectif du programme est de contribuer à la riposte nationale à l'épidémie de VIH en répondant aux besoins et aux vulnérabilités des professionnelles du sexe, dans le respect de leurs droits humains et avec la participation active de professionnelles du sexe dans les activités de planification, de mise en œuvre et de suivi/évaluation du programme. Au niveau individuel, l'objectif principal du programme est de renforcer les capacités des professionnelles du sexe à connaître et à exercer leurs droits.

Au niveau communautaire, le but est de renforcer les compétences organisationnelles des groupes locaux de professionnelles du sexe et de personnes transgenres/transsexuelles, ainsi que de sensibiliser les autorités politiques régionales et municipales, ainsi que les fonctionnaires, sur le respect des droits de la personne, particulièrement ceux des professionnelles du sexe. L'amélioration de la qualité et de l'efficacité des services de santé à la disposition des professionnelles du sexe constitue également un objectif important au niveau de la communauté.

Au niveau juridique et politique, le programme cherche à incorporer les besoins spécifiques des professionnelles du sexe dans le Plan stratégique national 2011 2015. En outre, le programme défend l'adoption d'un projet de loi sur les professionnelles du sexe garantissant à ces personnes divers droits du travail et de respect de la personne.

L'IESSDEH : Créé en 2007, l'IESSDEH (Institut d'études en santé, sexualité et développement humain) dépend de l'Unité de santé, sexualité et développement humain de l'École de santé publique de l'UPCH. L'IESSDEH a pour mission de promouvoir et mettre en œuvre des activités factuelles à l'intention des populations désavantagées.

Son approche multidisciplinaire est très appréciée dans le milieu des intervenants en santé et sexualité, tout comme l'appui qu'il offre pour renforcer leurs efforts de développement des communautés vulnérables. L'IESSDEH fait la promotion d'interventions factuelles visant à améliorer les politiques publiques. Il travaille donc avec plusieurs associations et intervenants de la société civile, dont un certain nombre de militants et d'artistes.

REDTRANS : REDTRANS est un réseau national officiellement constitué en 2006, même si sa création remonte en fait à l'année 2000. Membre du Réseau de personnes transgenres d'Amérique latine et des Caraïbes, REDTRANS fait la promotion des droits humains des travestis et

des personnes transgenres/transsexuelles en soutenant des interventions communautaires et en organisant des actions politiques dans les secteurs de la santé, de l'éducation et de la justice. REDTRANS effectue aussi des recherches et organise des activités de sensibilisation sur les droits de ces populations.

Miluska: Constituée en 2002, Miluska est une associati on de professionnelles du sexe cherchant principalement à défendre les droits humains de ses membres, particulièrement au sujet des actes de violence. L'association organise aussi une grande variété d'activités de soutien juridique, psychologique et financier à l'intention des professionnelles du sexe, ainsi que des ateliers de formation pour professionnelles du sexe sur les droits de la personne, sur la protection de la santé, sur le VIH, sur les genres, sur la VBG, sur la santé sexuelle/reproductive et sur la stigmatisation.

L'association agit au delà du niveau individuel et communautaire, organisant aussi des initiatives politiques de promotion des droits humains.

Le Programme sur le commerce du sexe, sur le VIH et sur les droits de la personne fonctionne selon une approche participative et démocratique dans le cadre duquel les membres et les bénéficiaires des trois institutions contribuent ensemble à parts égales. Les dirigeants des trois institutions ont établi des mécanismes de communication régulière des réalisations du programme. En outre, ils tentent de s'assurer que les opinions et les idées des bénéficiaires sont prises en compte.

Principal coordinateur du programme, l'IESSDEH procure aussi une assistance technique à REDTRANS et Miluska pour renforcer leurs capacités de planification et de suivi/évaluation.

Manuel Contreras

Intervenantes de REDTRANS et Miluska.

L'IESSDEH facilite également le dialogue entre les trois organisations, fournissant un espace physique pour les activités de planification, pour les débats et pour la coordination. REDTRANS et Miluska se chargent de la gestion courante et de la direction du programme au niveau des bénéficiaires. Les trois organisations participent de façon égale à l'élaboration et à la mise en œuvre des activités du programme, possédant en outre un pouvoir décisionnel totalement égal.

Le FNUAP et ONUSIDA soutiennent le programme depuis sa création, sous forme d'assistance technique et financière. Ces organismes et d'autres institutions croient que le programme, avec sa perspective sur les genres et ses composants de VIH, constituent une nouvelle façon de défendre les droits humains des professionnelles du sexe au Pérou. Même si le programme est relativement nouveau, il a démontré qu'il pouvait répondre aux besoins variés des professionnelles du sexe (notamment au niveau de la santé, de la sécurité et de l'éducation) dans l'ensemble du pays à l'intérieur de délais très courts.

Activités du programme

Voici les activités les plus importantes du programme durant ses premières années d'existence :

- Préparation, examen, discussion et diffusion d'informations sur un projet de loi protégeant les droits des professionnelles du sexe à l'échelle nationale et régionale, avec la participation active de professionnelles du sexe et de leurs leaders.

- Création et animation d'un dialogue sur les droits des professionnelles du sexe et la prévention du VIH dans le cadre d'ateliers régionaux réunissant des représentants des autorités locales et d'associations de la société civile, ainsi que des professionnelles du sexe. Par exemple, des consultations régionales où ont été conviés 202 représentants de 69 associations civiles et institutions locales/régionales ont eu lieu dans les quatre régions, afin d'augmenter la visibilité des professionnelles du sexe et de leurs besoins.

- Dresser une carte des lieux où les professionnelles du sexe travaillent et réaliser une étude des caractéristiques socioéconomiques de ces personnes dans les régions où le programme est actif. Les informations recueillies ont été utilisées pour perfectionner les stratégies du programme. Un document a été publié, intitulé Rapport final sur la situation géographique et socio-économique du commerce du sexe dans quatre villes du Pérou (Salazar et Silva 2009).

- Ateliers de formation pour professionnelles du sexe (s'adressant autant aux leaders qu'aux bénéficiaires) sur les questions de genre, sur les droits de la personne, sur la diversité sexuelle, sur l'estime de soi et sur le VIH, basés sur une approche de formation par des pairs.

> ***Ce programme crée un espace de discussion sur un sujet que notre société considère tabou. Les obstacles tombent petit à petit. Ce programme a vraiment un apport positif.***
>
> ***–Un représentant gouvernemental***

- Ateliers de formation pour représentants des autorités municipales et régionales sur le commerce du sexe, sur les droits de la personne, sur le VIH et sur les lois régissant el commerce du sexe.

- Soutien aux professionnelles du sexe sous forme d'informations sur les services de santé disponibles en matière de violence et de VIH.

Action parlementaire : L'équipe du programme a rédigé un projet de loi reconnaissant les droits du travail et humains des professionnelles du sexe. Ce projet de loi traite de l'égalité des genres, de la réduction de la stigmatisation et de la discrimination, de la protection contre la violence et des droits du travail. Le parlement Péruvien a discuté de ce projet de loi mais il n'a pas encore accepté de l'adopter. Néanmoins, l'IESSDEH, REDTRANS et Miluska continuent à œuvrer pour l'adoption du projet de loi et de façon plus générale pour les droits des professionnelles du sexe au moyen de diverses campagnes et d'initiatives de lobbying.

Éducation par des pairs : L'un des principaux composants du programme est sans conteste l'approche d'éducation par des pairs, visant à renforcer la capacité des professionnelles du sexe à faire valoir leurs droits. Durant la première phase du programme, des professionnelles du sexe respectées dans leur milieu, provenant de toutes les régions où le programme est actif, ont reçu une

LES ENFANTS SOUTIENNENT LE MILITANTISME DE LEURS PARENTS

La plupart des femmes participantes ont déclaré que leurs enfants les ont appuyées dans leurs activités de leadership et de formation. Le programme a aidé à sensibiliser les enfants des professionnelles du sexe, ainsi qu'à les informer sur les droits du travail et humains de leur mère. Une professionnelle du sexe a déclaré que son fils était victime d'intimidation par les jeunes de son âge parce que sa mère est une professionnelle du sexe. Elle ajoute qu'il est cependant fier des efforts de sa mère pour mener une vie meilleure dans un environnement plus ouvert et plus tolérant.

formation spéciale en animation d'ateliers pour professionnelles du sexe. Ces leaders animent aujourd'hui des ateliers de deux jours dans différents lieux. Jusqu'à maintenant, au moins 79 professionnelles du sexe ont reçu cette formation en animation.

Plusieurs intervenants (chercheurs, politiciens, prestataires de services, bénéficiaires) concernés par le commerce du sexe ont contribué à élaborer et valider une méthodologie spéciale pour ces ateliers. Chaque atelier comprend une session théorique et pratique introduisant les concepts de genre, de droits de la personne (avec une emphase particulière sur les droits sexuels et de reproduction), sur la VBG, sur la sexualité et sur l'identité sexuelle. On y retrouve aussi des ateliers sur l'estime de soi et sur le leadership. Les parties pratiques comprennent des activités de peinture, d'écriture et de jeu de rôles.

Les ateliers traitent de la violence contre les professionnelles du sexe (femmes et personnes transgenres/transsexuelles) via diverses stratégies soutenant la prise en charge personnelle et collective. Ils offrent un espace de soutien unique, où les professionnelles du sexe ont la possibilité d'apprendre, interagir et échanger leurs expériences avec des pairs, ainsi que d'élaborer ensemble de nouvelles stratégies de défense de leurs droits. Dans chaque atelier, on retrouve des professionnelles du sexe se portant volontaires pour participer au programme d'éducation par des pairs et recevoir la formation d'animation d'ateliers.

Éducation des forces de l'ordre et des communautés : Le programme organise aussi des ateliers visant à développer les capacités des forces de l'ordre, des législateurs, des autorités locales et des prestataires de services sur la défense des droits des professionnelles du sexe, particulièrement au niveau de la violence basée sur le genre (VBG). Les ateliers s'adressant aux forces de l'ordre, incluant la police, revêtent une importance particulière. Actuellement, plus de 40 officiers des corps régionaux et municipaux des quatre régions du programme, ainsi que 28 agents de police, ont reçu cette formation spéciale.

Un nouveau programme de formation en ligne est en cours de développement à l'intention de ces groupes, avec l'objectif d'améliorer les connaissances, les compétences et les attitudes des personnes formées, ainsi que de leur procurer les outils pour réagir adéquatement aux cas de VBG contre des professionnelles du sexe (femmes et personnes transgenres/transsexuelles).

Les bureaux locaux du ministère de la Santé organisent des groupes de jeunes bénévoles réalisant des activités d'information communautaire sur ces sujets, particulièrement sur la disponibilité des services concernant le VIH. L'IESSDEH, REDTRANS et Miluska œuvrent ensemble pour s'assurer que les professionnelles du sexe sont représentées dans les groupes de jeunes bénévoles et parmi les bénéficiaires du programme.

Le programme a réussi à mettre en lumière les obstacles que les professionnelles du sexe doivent affronter dans l'exercice de leurs droits, ainsi que l' inclusion des questions de genres dans les priorités des associations locales de professionnelles du sexe. Le programme a également sensibilisé les autorités publiques sur la nécessité d'agir face aux problèmes des professionnelles du sexe. Il a créé un dialogue sur les meilleures façons de répondre aux besoins des professionnelles du sexe réunissant des représentants des autorités régionales et municipales, des agents de police, des représentants d'associations de la société civile et des professionnelles du sexe. Un représentant gouvernemental a fait la déclaration suivante:

> Ce programme crée un espace de discussion sur un sujet que notre société considère tabou. Les obstacles tombent petit à petit. Ce programme a vraiment un apport positif.

Au niveau individuel, les professionnelles du sexe ayant participé au programme ont appris qu'elles avaient des droits devant être respectés. Elles se sentent plus en mesure de faire valoir leurs droits, grâce aux activités du programme. Elles reconnaissent que le programme les a aidé à dénoncer les actes de violence d'où qu'ils viennent, même lorsque la personne à l'origine de cette violence est leur propre partenaire intime. Voici ce que déclare une bénéficiaire du programme:

> Le programme encourage les professionnelles du sexe ayant un mari violent ou agressif à le dénoncer, voire à le quitter.

Certaines professionnelles du sexe également animatrices d'atelier ont déclaré ressentir une satisfaction personnelle grâce à leur participation active au programme, même si cela leur a coûté des efforts supplémentaires dans leur vie quotidienne.

> Je me sens fière de soutenir et aider mes collègues. Je suis heureuse parce que j'apprends et j'enseigne en même temps.

Résultats positifs observés

Toutes les personnes rencontrées reconnaissent que le programme est très novateur et qu'il a jeté des bases solides pour l'amélioration de la situation des professionnelles du sexe, du VIH et des droits de la personne au Pérou.

Intervenants de programme «horizontaux» ayant des forces complémentaires : L'IESSDEH possède une expérience en recherche et en développement de programmes factuels sur les genres. REDTRANS et Miluska ont une expérience de travail de proximité auprès des professionnelles du sexe (femmes et personnes transgenres/transsexuelles) dans différentes régions du pays. Le FNUP fournit au programme une assistance technique garantissant l'intégration de la perspective des genres. Les trois organisations chargées de la mise en œuvre du programme ont un pouvoir décisionnel égal.

Participation directe des professionnelles du sexe dans l'organisation des activités et dans le processus décisionnel : Ce programme est remarquable grâce à son processus participatif reposant sur la participation de plusieurs professionnelles du sexe à temps complet (dont la plupart sont membres de REDTRANS ou Miluska). Cette participation est vitale pour créer un sens d'appartenance facilitant le développement et la mise en œuvre des activités du programme. Elle contribue aussi à assurer la pérennisation du programme à long terme.

Interventions sur plusieurs niveaux : En travaillant auprès de la police, dans la communauté et directement avec les professionnelles du sexe, le programme a un impact plus global.

Lobbying continu auprès des autorités locales, régionales et nationales : Les efforts de lobbying ont été très importants pour obtenir un appui continu des autorités de tous les niveaux, notamment parce qu'ils ont apporté des preuves de la situation des professionnelles du sexe basées sur des cartes et des études.

Défis

Pérennisation : Premièrement, les ressources financières (dont une bonne partie provient d'agences des Nations Unies) sont limitées. À court terme, il sera difficile pour les trois organisations de mise en œuvre du programme de générer un financement garantissant sa pérennisation. Une solution serait d'obtenir l'appui des autorités nationales et locales, mais malgré les efforts de lobbying du programme auprès de la classe politique, les sujets du programme ne constituent toujours pas des priorités politiques. Le budget du gouvernement sur la lutte contre le VIH et les problèmes des PPE demeure extrêmement limité.

Deuxièmement, les organisations locales doivent renforcer les capacités de leurs membres, non seulement en termes de formation sur le VIH, sur les genres et sur les droits de la personne, mais aussi sur la gestion d'une organisation, sur la génération de ressources indépendantes et sur la diffusion des activités. La plupart des membres ont un niveau d'instruction très bas et ont eu très peu d'occasions de développer des compétences de fonctionnement d'une organisation.

Normes de genres patriarcales : Les normes de genres patriarcales, la stigmatisation et la discrimination constituent des obstacles majeurs empêchant les leaders politiques de soutenir les professionnelles du sexe et la prévention du VIH dans cette communauté, ne serait-ce que du point de vue des droits de la personne. Le commerce du sexe demeure tabou et source de stigmatisation au Pérou, ce qui crée des barrières pour répondre aux problèmes des professionnelles du sexe. En fait, certains représentants des autorités intéressés à soutenir le programme ne tiennent pas compte de la spécificité de genre et conservent une attitude traditionnelle et stéréotypée sur le commerce du sexe.

Le côté patriarcal de la société en général affecte l'efficacité des efforts de sensibilisation et des initiatives de formation des représentants des autorités et de leurs fonctionnaires. Il est difficile de transformer les attitudes et les comportements uniquement avec des ateliers, surtout dans le contexte d'inégalité des genres qui demeure enraciné au Pérou. Des efforts continus de formation et de sensibilisation des prestataires de services, des policiers, des professionnelles du sexe et de la communauté en général, sont nécessaires pour créer un changement apportant le soutien et sécurité aux professionnelles du sexe.

Disponibilité des professionnelles du sexe : Le programme demande aux participantes qu'elles y consacrent du temps de façon continue et durable, mais plusieurs d'entre elles sont dans l'impossibilité d'accorder le temps et l'énergie nécessaires aux activités de formation et d'animation. Leur obligation de gagner leur subsistance, de s'occuper de leur maison, d'élever leurs enfants et de répondre à divers autres besoins les empêchent souvent de participer plus aux activités du programme, même si elles le souhaiteraient.

Recommandations

Suivre les progrès du programme : Le programme utilise une approche nouvelle au Pérou ayant le potentiel de substantiellement modifier les conditions de vie et de travail des professionnelles du sexe dans les régions où il est implanté. Il n'a cependant jamais fait l'objet d'une évaluation formelle. Autant les donateurs que les organisations de mise en œuvre du programme connaissent cette faiblesse et commencent à discuter de l'élaboration d'un plan stratégique de suivi/évaluation. Il est fortement recommandé d'élaborer un processus rigoureux permettant d'évaluer le fonctionnement, les résultats et les répercussions du programme. Un bon plan de suivi/évaluation fournira des informations substantielles sur les aspects du programme qui fonctionnent le mieux et sur ceux qui doivent être modifiés. Ces informations seront très utiles lors de la planification des phases subséquentes du programme, ainsi que pour le reproduire dans d'autres régions. Elles contribueront également à intéresser les autorités gouvernementales, de même qu'à renforcer l'intérêt des donateurs potentiels.

Développer les capacités des professionnelles du sexe : Pour garantir la pérennisation des activités du programme, un travail continu est nécessaire pour continuellement renforcer les organisations locales dans les régions où le programme est implanté. Pour cela, il faut développer les capacités des professionnelles du sexe non seulement au niveau des droits de la personne et des genres, mais aussi leurs compétences organisationnelles, notamment en ce qui concerne l'informatique et Internet, de même que l'administration, la coordination et la mise en œuvre de programmes, ainsi que les activités financières et administratives.

L'objectif à long terme du programme est que des organisations de professionnelles du sexe puissent le faire fonctionner de façon totalement indépendante. Outre le développement des capacités organisationnelles des professionnelles du sexe, il faut aussi investir dans le renforcement institutionnel des organisations en soutenant leur constitution juridique, ainsi qu'en créant un espace physique pour un centre opérationnel.

Travailler auprès des hommes : Plusieurs personnes rencontrées ont insisté sur l'importance du travail auprès des hommes, autant ceux qui participent à l'industrie du sexe (clients, souteneurs et tenanciers de bars, notamment) que les policiers et les fonctionnaires qui ont souvent des comportements agressifs et violents.

Il existe actuellement divers programmes au Pérou et ailleurs en Amérique latine qui s'efforcent d'inclure les hommes dans leurs activités pour les professionnelles du sexe. Ces activités doivent principalement porter sur le long terme et comprendre des discussions sur l'importance de faire évoluer les rôles de genres établis qui ont des effets néfastes sur le quotidien des femmes

et des hommes. Ces programmes devraient aussi comprendre des volets encourageant les hommes à réfléchir sur les coûts de l'hégémonie masculine et des inégalités de genres. Le travail auprès des hommes doit aussi comprendre un volet important de prévention du VIH et un autre de prévention de la violence chez les adolescents.

Il est spécialement de travailler auprès des hommes occupant des fonctions officielles et de respect de la loi, notamment dans la police. Les efforts à court terme de formation et de sensibilisation ne sont pas suffisants.

Pour changer les attitudes et les comportements, il faut des efforts à long terme de sensibilisation et de formation sur les droits de la personne, sur les genres et sur les problèmes de masculinité, lesquels doivent être basés sur des stratégies d'éducation par des pairs, avec une accent spécial sur les leaders et les nouveaux employés. Une intervention globale doit être accompagnée de réformes au niveau des normes institutionnelles concernant le traitement des professionnelles du sexe par les forces de l'ordre et les prestataires de services, avec des sanctions pour ceux qui abusent de leur fonction.

Améliorer les services aux victimes de violence et les services de santé sexuelle/reproductive : Le programme offre des informations et des services aux professionnelles du sexe concernant la santé sexuelle/reproductive et les problèmes de violence. Cependant, le programme n'offre pas directement ces services. Les régions où le programme est implanté ont un manque criant de services complets et de qualité pour les professionnelles du sexe. Ces services doivent être offerts principalement par les divers paliers de gouvernement, dont les intervenants pourraient recevoir une assistance technique des organisations mettant en œuvre le programme.

Collaborer avec d'autres secteurs : Il est nécessaire que le programme renforce la participation et la collaboration des secteurs de l'éducation de la justice. Les efforts de lobbying doivent cibler ces secteurs au sein des autorités locales, régionales et nationales. Le PSM doit être utilisé pour orienter les actions de ce processus.

Soutenir l'adoption du projet de loi sur le commerce du sexe : Toutes les organisations actives dans ce domaine doivent continuer à promouvoir l'adoption du projet de loi. Ce projet de loi insiste sur le respect des droits des professionnelles du sexe et comporte des sanctions contre ceux qui ont des comportements violents contre elles.

Perspectives d'avenir

Ce programme doit maintenant être consolidé dans les régions où il est implanté, afin qu'il soit en mesure de conduire seul ses activités de planification et de gestion, ainsi que de garantir son financement à moyen et long terme.

À court et moyen terme, l'IESSDEH, REDTRANS et Miluska comptent poursuivre la mise en œuvre du programme avec les mêmes stratégies, afin d'assurer un maximum de stabilité et de continuité dans ses domaines d'intervention. Pour renforcer le programme, les organisations de mise en œuvre espèrent créer des groupes permanents de jeunes professionnelles du sexe, dans différentes villes, pouvant travailler bénévolement à temps partiel à la coordination de différentes activités, notamment de formation. Pour renforcer leurs capacités, les professionnelles du sexe éducatrices travailleront d'abord dans leur ville pour ensuite se déplacer dans d'autres villes où le programme est implanté.

Les organisations de mise en œuvre aimeraient étendre leur champ d'action en ajoutant des activités visant à offrir aux professionnelles du s exe un accès à de nouvelles sources de revenus et aux ressources productives, notamment à l'éducation et à des services de formation professionnelle. Au niveau individuel, les actions du programme aideront les professionnelles du sexe à faire valoir leurs droits auprès des institutions et renforceront les organisations locales de professionnelles du sexe.

Finalement, un processus d'évaluation est en cours de planification, lequel permettra de recueillir des données essentielles à la reproduction du programme dans d'autres régions. ■

RÉFÉRENCES

CARE. 2009. *Empoderamiento de las Mujeres Trabajadoras Sexuales en el Perú y Prevención del VIH y Sida [The Empowerment of Sex Workers in Peru and the Prevention of AIDS and HIV]. Estudio de Impacto Estratégico [Strategic Impact Study].* Lima, Peru: CARE.

García-Moreno, C., H. Jansen, M. Ellsberg, et al. 2005. *WHO Multi-country Study on Women's Health and Domestic Violence Against Women: Initial Results on Prevalence, Health Outcomes and Women's Responses*. Genève, Suisse : Organisation mondiale de la Santé.

Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA. 2002. *Sex Work and HIV.* Genève, Suisse : Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA, mise à jour technique.

Programme Commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA. 2010. *Global Report. UNAIDS Report on the Global AIDS Epidemic 2010*. Disponible sur www.unaids.org/globalreport/default.htm (consulté en août 2011)

Ministère de la Santé. 2010. *Informe Nacional Sobre los Progresos Realizados en la Aplicación del UNGASS [Rapport national sur les progrès réalisés dans l'application de l'UNGASS. Période : Janvier 2008 – Décembre 2009].* Lima, Pérou : Ministère de la Santé, Bureau chef de la santé des personnes.

Organisation de coopération et de développement économique. 2011. « Social Institutions and Gender Index: Gender Equality and Social Institutions in Peru. » Paris, France : Siège de l'Organisation de coopération et de développement économique. Disponible sur http://genderindex.org/country/peru (consulté en août 2011)

Salazar, X. et A. Silva. 2009. *Informe Final de Mapeo y Encuesta Sociodemográfica del Trabajo Sexual en Cuatro Ciudades del Perú*. Lima, Peru: Instituto de Estudios en Salud, Sexualidad y Desarrollo Humano, Réseau national pour les droits des personnes transgenres, travesties et transsexuelles au Pérou, Miluska et le Fonds des Nations Unies pour la population.

Salazar, X. et J. Villayzán. 2010. *Outlines for Multisectorial Work with Transgender Populations, Sex Work, and HIV/AIDS*. Lima, Peru: Instituto de Estudios en Salud, Sexualidad y Desarrollo Humano, Réseau des personnes transgenres en Amérique latine et dans les Caraïbes, et Fonds des Nations Unies pour la population.

U.S. Agency for International Development/Peru. 2010. *HIV/AIDS Health Profile*. Lima, Peru: USAID/Peru.

Whittle, S. 2002. *Respect and Equality: Transsexual and Transgender Rights*. London, England: Cavendish Publishing Limited.

REMERCIEMENTS

L'auteur souhaite d'abord remercier le personnel de l'IESSDEH pour son appui durant la préparation de cette étude de cas et pour sa formidable hospitalité durant le travail de terrain. Des remerciements spéciaux sont adressés à Ximena Salazar, chercheuse à l'IESSDEH, pour sa collaboration tout au long de ce travail. D'autres remerciements spéciaux sont adressés à Jana Villayzán, de REDTRANS pour son appui durant le travail de terrain, ainsi que pour sa contribution durant les discussions. L'auteur remercie aussi Angela Villon de Miluska et Christina Tang pour leur appui lors de l'organisation des groupes de discussion. D'énormes remerciements sont adressés aux animatrices et aux participantes de l'atelier de Pucallpa qui ont accepté de s'exprimer sur le programme et l'atelier. L'auteur remercie également les anciens collaborateurs du programme, ainsi que les représentants des autorités gouvernementales, des organisations internationales et des prestataires de services du programme pour leur temps et leurs opinions, de même que les bénéficiaires qui ont participé aux entretiens. Il convient enfin de remercier les membres du groupe de travail technique sur les genres du Plan d'urgence du Président des États-Unis pour l'action contre le SIDA (PEPFAR en Anglais) pour leur soutien et leur vérification soignée de cette étude de cas.

CITATION RECOMMANDÉE

Contreras, Manuel. 2011. *Une vie digne pour les professionnelles du sexe ; Programme sur le commerce du sexe, sur le VIH et sur les droits de la personne au Pérou*. Série d'études de cas. Arlington, Virginie : USAID's AIDS Support and Technical Assistance Resources, AIDSTAR-One, Task Order 1.

Pour consulter les autres études de cas AIDSTAR One et obtenir des informations supplémentaires sur les ressources d'action contre le VIH/SIDA, prière d'aller sur www.AIDSTAR One.com.

AIDSTAR-One
AIDS SUPPORT AND TECHNICAL ASSISTANCE RESOURCES

Les études de cas AIDSTAR-One présentent des programmes et des approches novatrices d'action contre le VIH dans divers pays. Ces études de cas engageantes s'adressent aux planificateurs et aux intervenants de programmes d'action contre le VIH. Elles documentent les diverses étapes d'action depuis la première idée jusqu'à l'intervention concrète, ainsi que depuis la recherche jusqu'à la mise en pratique.

Veuillez vous inscrire sur www.AIDSTAR-One.com afin de recevoir des informations concernant diverses ressources sur le VIH, incluant d'autres études de cas traitant des problèmes émergents de prévention, traitement, dépistage et soins du VIH, ainsi que sur les conseils et l'accompagnement des personnes vivant avec le VIH, de même que sur l'intégration des genres et plusieurs autres sujets.